L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 17 JUILLET 1878. 31me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI 17 JUILLET 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par D. R. Morphy & Son, aux Nos 108 et 110 rue des Magasins—faïence jaune, verrerie, etc

Faïence jaune de granit et verrerie.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son, aujourd'hui.

Faïence jaune de granite et verrerie.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

Qui perd ? Qui gagne ?

Maintenant que nous avons sous les yeux le traité de Berlin tout entier, nous pouvons dire au juste qui perd et qui gagne à cet arrangement et, en définitive, qui paye les pots, cassés. La puissance qui les paye est celle qui ne voulait pas la guerre et contre qui elle a été faite, et les Etats qui en profitent sont justement ceux qui l'ont commencée et finie. Ces Etats avaient-ils raison de faire la guerre à la Turquie ? Oui, la raison existait pour l'Herzégovine, la Bosnie et la Servie. Ces provinces voulaient leur indépendance complète et elles l'ont obtenue. Une guerre d'indépendance est toujours justifiée quand on a les moyens de la faire ou quand on compte sur l'appui de quelqu'un à même de le donner. L'Herzégovine voulait être libre. C'est un droit inhérent à tout peuple subjugué et qui souffre. N'ayant pas la force d'appuyer son droit, elle a compté sur l'intervention ordinaire presque classique de la Russie, — l'intervention qui a tardé mais qui est venue encore à temps pour faire triompher les vœux de cette province restée complètement turque par la manière dont elle était gouvernée. Le même raisonnement peut s'appliquer à la Servie. Cet Etat bien que jouissant d'une administration autonomique et normant librement ses princes, n'en était pas moins encore sous la suzeraineté du Sultan et lui payait tribut. Il a voulu faire cesser des rapports tout à la fois ignominieux et onéreux, et il y est parvenu avec l'appui de la Russie qui est venue tout aussi bien à temps pour lui que pour les autres. La Servie gagne à cette guerre son indépendance complète, sa libération de tout tribut et un arrondissement de territoire qui la dédommage amplement des sacrifices d'argent et d'hommes qu'elle a dû faire dans le principe, alors qu'elle luttait à elle seule contre les premières et les meilleures armées de la Turquie. De ce côté, le gain est clair et la perte est claire aussi. C'est toujours l'empire Ottoman qui paye. Il n'y a plus pour lui de Danube ni de places fortifiées au nord des Balkans.

L'Herzégovine et la Servie ont donc bien fait de se battre puisqu'elles sont récompensées de leurs frais et de leur courage. Elles sont en outre à jamais délivrées du voisinage de leur ennemi qui aurait, pour les atteindre de nouveau, à traverser toute une vaste province sur laquelle il ne pèsera plus que par un vain titre de suzeraineté. On sait sur les bords du Danube, ce que ce titre signifie. Ce titre en est un de décadence, c'est le titre qui précède la fin : c'est la pilule dorée qui ne sauve pas le malade. C'est la pilule qui fut donnée autrefois à la Turquie lorsque les empereurs Alexandre I et Nicolas lui prenaient successivement la Bessarabie, la Moldavie et la Vallachie. Ces provinces avaient commencé ainsi et depuis longtemps elles se sont soustraites au gouvernement des pachas. Par conséquent elles ne pouvaient gagner et n'ont pas gagné à cette guerre autant que la Servie, mais elles n'y perdent rien, le bas Danube étant délivré pour toujours de la présence des hattemards de guerre turcs, présence qui était une menace perpétuelle et une cause d'effroi. Aujourd'hui toutes ces provinces sont libres, aussi libres que la Buckovine, la première province détachée de l'Empire, puis qu'elles forment des Etats autonomes, indépendants et maîtres d'eux-mêmes sous la protection de l'Europe.

Eh bien, il en sera de même un jour pour la Bulgarie qui entre à son tour dans la carrière révolutionnaire avec l'appui des Grandes Puissances. La Bulgarie aura aussi la libre navigation du Danube et disposera de Silistrie, Plevna, Rustchuk, Shumla, Varna et de toutes les forteresses turques au nord des Balkans. Les Turcs déploreront longtemps la perte de Schumla et de Varna, ces deux grands boulevards de leur empire en Europe, boulevards qui ne leur reviendront jamais. C'est là une de ces blessures qui saignent toujours et que rien ne peut fermer.

Mais leur perte ne s'arrête pas aux Balkans; elle va au-delà et elle ne consiste pas en territoire, elle consiste en une privation d'autorité administrative sur ce qu'on appelle maintenant la Roumélie Orientale. La Roumélie Orientale! c'est le cœur de l'Empire, c'est comme qui dirait Philippopolis, Andrinople, Andrinople, cette première capitale de Mahomet II, bien que le traité ne définisse pas les limites de cette nouvelle province. Philippopolis et Andrinople sont là, dans ce périmètre. Nous ignorons si ces deux villes font partie de la Roumélie. En tout cas, elles seraient limitrophes, ce qui est peu rassurant pour le reste, le très petit reste de l'empire ottoman en Europe.

Tout cela au fond ressemble assez au traité de San Stefano car la Russie n'avait pas dit qu'elle voulait englober d'un seul coup tous les Etats de la Porte. Nous ne voyons pas que, même à défaut de l'Angleterre et de la France, l'Allemagne et l'Autriche l'eussent permis. L'Angleterre a fait beaucoup de train et de bruit, et en définitive, la Porte, par le traité de Berlin est dépouillée de ses plus belles provinces. Il est vrai que ces provinces ne vont pas à la Russie, mais le traité de San Stefano ne les prenait pas non plus. Il n'en restera pas moins acquis à l'histoire, que tout se revirement dont la civilisation et le christianisme vont profiter, est dû non à l'Angleterre, qui voulait l'empêcher, mais à la Russie, à la Russie seule qui a versé dans ce but son sang et ses trésors.

Maintenant quel est le résultat de la guerre en Asie ? ce résultat est entièrement favorable à la Russie qui y conserve à peu près toutes ses conquêtes, Kars, Ardahan et Batoum. Il est vrai qu'elle devra démolir les fortifications de cette dernière place, mais c'est là un très petit débours, attendu qu'aujourd'hui les fortifications s'improvisent, surtout quand on n'a devant soi pour obstacles que des hordes asiatiques.

En conséquence, la Russie qui connaît mieux ces hordes que lord Beaconsfield n'a fait aucune objection à cette condition de démolition qui ne vaut pas la peine qu'on en parle. Par le traité de Berlin, la Russie est *forte*, avec le consentement de l'Europe, établie légalement au cœur de l'Arménie, bien qu'elle n'y soit établie par le moyen peu scrupuleux de la guerre.

L'Angleterre, il est vrai, occupe protectrice du reste de l'Empire des Sultan et des Arménies, obtient, par un traité particulier et moyennant tribut, possession de l'île de Chypre ; mais, cette île est éloignée de l'Arménie, et les forces russes seraient le temps de s'emparer de toute la contrée, avant que les Anglais eussent pu envoyer une armée.

C'est donc une terrible charge que lord Beaconsfield a fait prendre à son pays, car au moindre cri d'alarme du simulacre de Sultan qu'on souffle à Constantinople, il faudra dépêcher des navires et des soldats vers les ports menacés par la Russie qui sera derrière elle et à sa portée toutes les ressources de son vaste empire, empire réellement inépuisable et dont les armées se battent comme on sait, surtout comme les Anglais le savent depuis la bataille d'Inkerman.

THE GULF CITIZEN.—Tel est le titre d'une excellente revue mensuelle, dévouée à la littérature et à toutes les matières qui sont d'un intérêt général. Le 3e numéro a déjà paru et nous y remarquons un choix supérieur d'articles dont les titres sont de nature à piquer vivement la curiosité, tels que : "A Love Lesson," "Country Life in Greece," "Misunderstood," "The French Stage," "Egyptian Justice," "Chairs or Manners of the Day," "A Novel from the French" et quantité d'autres auxquels nous renvoyons nos lecteurs. Le "Gulf Citizen" est publié à Mobile, Ala., sous la direction de M. T. C. De Leon à qui nous adressons nos bien sincères félicitations.

QUARTERLY REVIEW. — L'éditeur de cette Revue nous prie de dire qu'afin de rendre son œuvre opportune, il a jugé absolument nécessaire de s'absenter temporairement de cette ville, pour étendre la circulation de sa revue, et à son retour il espère pouvoir la faire servir régulièrement à ses souscripteurs. En attendant il désire adresser ses remerciements à tous ceux qui l'ont soutenu dans son entreprise à la Nlle-Orléans, pour l'intérêt bienveillant qu'ils lui ont manifesté et la patience dont ils n'ont cessé d'user envers lui.

LE SOUS-COMITÉ D'ENQUÊTE DU CONGRÈS.

TREIZIÈME SÉANCE.

Mardi, 16 juillet.

La séance est ouverte à onze heures. Le comité est au complet.

M. W. A. STRONG, SECRÉTAIRE D'ETAT, revient occuper le siége des témoins et passe à M. Blackburn le résultat de l'élection dans les wards 2, 11 et 7 de la paroisse d'Orléans.

Le tableau du *poll* du 3me precinct du 7me ward est accompagné d'une protestation de M. Gandolfi, sous-arrondissant d'élection.

L'huissier dépose des tableaux de polls du 2me ward sont également accompagnés de protestations.

TÉMOIGNAGE DE M. JOHN CLEGG.

Le témoin est secrétaire du sénat, habite la paroisse Lafayette depuis 1874 et y exerce la profession d'avocat.

M. G. L. Beazy, surintendant d'élection, lui pouvant que signer son nom, prie le témoin de dresser le tableau; c'est le même que M. Beazy apporta à la Nlle-Orléans. Le témoin fit le voyage avec lui.

Q.—Savez-vous si M. Beazy présenta ce tableau au returning board ?

R.—S'il le présenta, il lui fut rendu, car il en dressa un autre.

Q.—Le tableau qui est devant vos yeux est-il le même que celui que vous avez dressé ?

R.—Non, monsieur ; celui que j'ai dressé est certifié devant le greffier de la cour de district, M. Auguste Mouller ; il contenait trois polls de plus et ces polls donnaient quatre cents voix de majorité aux démocrates.

Q.—Le premier tableau—celui que vous avez dressé—était-il accompagné protestation ?

R.—Non, monsieur, mais celui que j'ai devant moi est accompagné d'une protestation. Il était question, dans celle-ci, de deux polls ; le returning board en rejeta trois.

La témoin déclare que ces polls avaient donné de fortes majorités aux démocrates.

—Répondant à une question de M. Cox, M. Clegg déclare qu'il apprit, vers la fin de décembre 1877, par la voie des journaux, que le tableau avait été changé.

Q.—Quelle était la date du tableau que vous avez dressé ?

R.—Le 14 novembre.

Le second tableau porte la même date.

M. Cox—Etes-vous sûr de la date ?

Le témoin—Oui, monsieur.

M. Cox—Pourquoi M. Beazy s'adressait-il plutôt à vous qu'à un autre pour dresser le tableau ?

Le témoin.—J'étais l'ami d'un de ses greffiers, et il savait que j'étais capable de m'acquitter de la besogne d'une manière satisfaisante. Cette raison lui suffit, je crois.

TÉMOIGNAGE DE M. E. J. REYNOLDS.

M. Reynolds demeure à Donaldsonville. Il était ami intime de M. D. A. Weber. Il était, avant l'élection, à St-Francisville, où il travaillait à l'imprimerie du *Ledger*, journal de M. D. A. Weber.

Il a vu Mme Jenks à Donaldsonville, au juillet 1877, chez M. E. L. Weber. Elle lui demanda s'il ne croyait pas que M. D. A. Weber avait la lettre de John Sherman sur lui le jour où il fut tué : le témoin répondit qu'il n'en savait rien.

Q.—Avez-vous entendu de conversation entre Mme Jenks et Mme D. A. Weber ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Vous êtes ami intime de M. D. A. Weber, n'est-ce pas ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—L'avez-vous jamais entendu parler de l'élection de 1878 et de protestation au sujet de l'élection ?

R.—Il a déclaré, en ma présence, que l'élection avait été payée et qu'il n'avait pas l'intention de protester.

M. Cox.—Le témoin a-t-il de paraître après la mort de M. D. A. Weber ?

R.—Oui, monsieur. Le frère du défunt était à la Nlle-Orléans à l'époque.

Le témoin dit qu'il travaille au *Chief*, de Donaldsonville ; ce journal était républicain avant 1876, il est indépendant depuis l'élection.

Le témoin a souvent jamais eut parler de la lettre de Sherman à M. D. A. Weber.

Le t[illegible], monsieur.

M. [illegible] sait rien de tableau des [illegible] par M. D. A. Weber.

[illegible] parlait dans une chambre du [illegible] il a dressé lists du [illegible] du ward.

[illegible] ne sait rien de colleur. Il [illegible] républicains ; il démissionna, [illegible] 1876, à West Féliciana, où il fut commissaire d'élection du 12e ward.

Après l'élection, il vint, avec d'autres citoyens de la paroisse, à la Nlle-Orléans, où il fit un *affidavit*.

M. Stenger passe le papier au témoin, qui reconnaît sa signature.

Q.—Savez-vous ce que contenait l'affidavit ?

R.—Non, monsieur ; je ne l'ai pas lu et on ne me l'a pas lu après que je l'eusse signé.

M. Armstead est prié de lire le document. Il nie avoir déclaré qu'il aurait entendu des blancs s'écrier que si les gens de couleur ne votaient pas avec les démocrates ils seraient forcés de quitter la paroisse ; qu'il avait vu des démocrates prendre aux hommes de couleur qui votaient avec les républicains ; que le maréchal des Etats-Unis avait été obligé de rétablir l'ordre.

Le témoin déclare qu'avant l'élection de 1875, il a vu des bandes armées parcourant la paroisse ; des hommes étaient commandés par le capitaine Powers. Il ne les a jamais entendus intimider les républicains de couleur dans un intérêt politique. Leur but était d'empêcher le vol de la graine de coton.

C'est à cette époque-là que le témoin se réfugia à St-Francisville, par prudence, car il craignait ce qui lui est arrivé.

Q.—Avez-vous dit à celui qui rédigeait l'affidavit que M. Barrow avait menacé vos jours ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Avez-vous déclaré au greffier que des familles avaient été forcées de quitter la paroisse parce qu'elles avaient voté avec les républicains ?

R.—J'ai pu le déclarer, mais je ne le sais pas personnellement ; on me l'avait dit.

Q.—Si l'affidavit, tel qu'il est sous vos yeux, vous avait été soumis à l'époque où il fut rédigé, l'auriez-vous signé ?

R.—Non, monsieur. Je n'aurais pas pu dire qu'on avait menacé de me tuer.

M. Armstead ne sait pas si les chefs républicains détournent l'abstention des électeurs de couleur afin d'avoir un prétexte pour rejeter le vote de West Feliciana, mais il sait que les citoyens de couleur se joignaient aux démocrates et que les meneurs de la Nlle-Orléans voyaient le danger de perdre la paroisse.

Les observations du témoin s'appliquent à West Féliciana seulement.

Q.—Pour quels candidats avez-vous voté en 1876 ?

R.—Pour les candidats républicains.

Q.—Craignez-vous les conséquences de ce vote et de vos fonctions de commissaire d'élection ?

R.—Non, monsieur.

M. Armstead sait que les chefs républicains ont tenté d'engager M. D. A. Weber à présenter une protestation et que M. Weber s'y est refusé. Il tient ce renseignement de M. Weber lui-même.

Il a entendu beaucoup de ceux qui ont signé des affidavits, en même temps que lui, à la douane, se plaindre de ce qu'on leur eût fait dire, dans les documents, beaucoup plus qu'ils n'avaient déclaré.

La famille du témoin habite encore West Feliciana, qu'il considère toujours comme sa résidence, bien qu'il travaille à St-Jacques.

Q.—Quels étaient les chefs républicains de la paroisse ?

R.—MM. D. A. Weber, Swayze et moi.

Q.—Les prêcheurs se joignirent-ils aux démocrates ?

R.—Beaucoup d'entre eux.

Q.—Leur co-opération contribua-t-elle à gagner le vote des électeurs de couleur ?

R.—En grande partie ; la question des écoles y contribua aussi. Les votants de couleur se plaignaient de l'emploi qu'on avait fait des sommes destinées à l'entretien des écoles publiques.

M. Cox—Pourquoi n'êtes-vous pas revenu à West-Feliciana à l'époque où vous n'aviez pas de travail à St Jacques ?

Le témoin—Je n'y tenais pas.

M. Armstead dit qu'il a été membre de la Législature durant quatre ans, juge de paix et membre du bureau des écoles.

M. Cox—Faites-vous partie du bureau des écoles de West-Feliciana lorsque les gens de couleur se plaignaient de l'emploi des fonds ?

Le témoin—Oui, monsieur.

(Hilarité.)

M. Cox—Navez-vous pas été forcé, en octobre 1875, de vous réfugier dans les cyprières ?

Le témoin—Non, monsieur, ni en octobre, ni jamais.

M. Cox—Ne l'avez-vous pas déclaré dans votre affidavit ?

Le témoin—Je ne l'ai pas dit à celui qui rédigeait les affidavits.

M. Cox—N'avez-vous pas dit au greffier que la présence d'une vingtaine d'hommes près du poll du 12ème ward était de nature à effrayer les électeurs de couleur ?

Le témoin—Non, monsieur.

M. Cox—Vous nous l'avez dit.

Le témoin—Je l'ai dit loi, mais je ne l'ai pas dit au greffier.

M. Cox—Avez-vous causé avec M. E. L. Weber au sujet de votre affidavit ?

Le témoin—Non, monsieur, j'ai vu M. Weber, dimanche dernier ; c'est la première fois que je le voyais depuis quatre mois.

M. Cox—Par qui avez-vous été sommé de comparaître devant le comité ?

Le témoin—Par M. St-Martin, de la paroisse Ascension.

M. Armstead a rencontré plusieurs messieurs à la Nouvelle-Orléans. M. Cox lui demande s'il ne peut pas les lui nommer ; il répond que non. Il ne s'est pas entretenu avec eux relativement à la déposition qu'il devait donner devant le comité.

M. Cox.—Comment, alors, êtes-vous venu à dire le contraire de ce que contient l'affidavit ?

Le témoin.—J'avais vu l'affidavit imprimé. Il se peut que j'en aie causé avec plusieurs personnes.

M. Cox.—Quelqu'un n'est-il engagé à vous donner une récompense ?

Le témoin.—Personne.

Le témoin travaille à St Jacques parce que les salaires y sont plus élevés et que les paiements s'y effectuent tous les mois. Il craignait, en 1877, des ennemis personnels qui demeurent à West Féliciana.

M. REYNOLDS EST RAPPELÉ.

M. D. A. Weber ne lui a jamais dit qu'il eût présenté une protestation mi les raisons pour lesquelles il en avait présenté que.

TÉMOIGNAGE DE M. ANDREW DUNCAN.

C'est un homme de couleur. Il demeure à St-Jacques depuis septembre 1877.

En 1876, il habitait West-Féliciana et appartenait au parti républicain, dont il fit membre dès qu'il eut le droit de suffrage.

A l'élection de 1876, il a voté, à St-Francisville, pour les républicains. De quatre à cinq cents électeurs de couleur s'étaient joints aux démocrates. Les démocrates avaient, avant l'élection, des assemblées et des processions aux flambeaux ; un grand nombre d'hommes de couleur y figuraient ; il n'y a pas vu de femmes et d'enfants de couleur. Il n'y assistait point parce qu'il était républicain.

La co-opération des gens de couleur porta le témoin à croire que les démocrates triompheraient à West Féliciana. Les républicains se plaignaient de la conduite des autorités républicaines de la paroisse et de l'Etat.

En novembre 1876, on amena M. Duncan à la Nlle-Orléans ; il fit un affidavit à la douane. Il ne sait ni lire ni écrire. Il signa le document sans l'avoir lu et sans qu'on le lui eût lu.

Q.—Dites-vous au greffier d'écrire ce qu'il voulait ?

R.—Non, monsieur. Je pensais qu'il écrirait ce que je lui dirais.

M. Stenger lit le papier au témoin, qui déclare n'avoir point parlé de bandes d'hommes armés parcourant la paroisse, le jour et la nuit, et forçant les républicains de se joindre aux clubs démocrates. Il n'avait pas vu d'hommes armés, depuis 1875. Il ne pouvait avoir déclaré que Gilbert Carter, homme de couleur, on tout autre, avait été obligé, la corde au cou, de se faire inscrire sur la liste d'un club démocrate. Il n'aurait pas signé le document s'il avait su qu'on l'y faisait tenir un pareil langage.

Le témoin n'a pas entendu M. Charles Barrow s'écrier que les propriétaires chasseraient du chez eux tout homme de couleur qui voterait pour les républicains.

Les républicains, continue le témoin, avaient une majorité de mille voix avant 1876, mais il n'a pas dit que cet élection gratis eût passé de la vie en 1876, tirant en cette majorité. Je ne me rappelle pas qu'il y ait eu de désordres à cette époque-là. Les *bulldozers* n'ont menacé ni mes jours ni les jours de ceux qui sont venus déclarer à la Nouvelle-Orléans, n'élection n'avait pas été paisible et loyale à West-Féliciana.

M. Stenger.—Je vous demande encore si vous auriez signé l'affidavit tel que je vient de vous le lire ?

Le témoin.—Non, monsieur.

L'interrogeant aux questions de M. Cox, M. Duncan déclare que l'homme qui lui remit l'assignation lui dit que le but de l'affidavit était de maintenir les républicains au pouvoir.

M. E. L. Weber était un des chefs républicains et briguait le poste de sénateur. Plusieurs autres témoins de couleur viennent à la Nlle-Orléans, sur le même bateau que M. Duncan.

Le témoin a entendu parler, en 1875, de vols de graine de coton et de l'organisation comme sous le nom de *regulators*. Il a vu le colonel Powers à la tête de dix hommes à cheval et armés.

M. Cox.—Vous rappelez-vous ce que vous dites au greffier qui rédigea l'affidavit ?

Le témoin.—Je ne m'en souviens pas.

M. Cox serre M. Duncan de près, mais ne peut rien tirer de plus de lui.

M. Cox.—Vous avez signé l'affidavit, n'est-ce pas ?

Le témoin.—J'ai fait une marque, mais on ne m'a pas lu le papier.

M. Duncan ne se souvient pas d'avoir parlé au greffier des regulateurs de West Feliciana. Il entend par bulldozers ceux qui allaient, la nuit, frapper aux portes des maisons pour effrayer les gens.

—Répondant aux questions de M. Stenger, le témoin dit qu'il connaissait M. D. A. Weber, qui lui apprit, après l'élection, qu'il était le greffier du tribunal.

Q.—Avez-vous dit à celui qui rédigeait l'affidavit que M. Barrow avait menacé vos jours ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Avez-vous déclaré au greffier que des familles avaient été forcées de quitter la paroisse parce qu'elles avaient voté avec les républicains ?

R.—J'ai pu le déclarer, mais je ne le sais pas personnellement ; on me l'avait dit.

Q.—Si l'affidavit, tel qu'il est sous vos yeux, vous avait été soumis à l'époque où il fut rédigé, l'auriez-vous signé ?

R.—Non, monsieur. Je n'aurais pas pu dire qu'on avait menacé de me tuer.

M. Armstead ne sait pas si les chefs républicains détournent l'abstention des électeurs de couleur afin d'avoir un prétexte pour rejeter le vote de West Feliciana, mais il sait que les citoyens de couleur se joignaient aux démocrates et que les meneurs de la Nlle-Orléans voyaient le danger de perdre la paroisse.

Les observations du témoin s'appliquent à West Féliciana seulement.

Q.—Pour quels candidats avez-vous voté en 1876 ?

R.—Pour les candidats républicains.

Q.—Craignez-vous les conséquences de ce vote et de vos fonctions de commissaire d'élection ?

R.—Non, monsieur.

M. Armstead sait que les chefs républicains ont tenté d'engager M. D. A. Weber à présenter une protestation et que M. Weber s'y est refusé. Il tient ce renseignement de M. Weber lui-même.

Il a entendu beaucoup de ceux qui ont signé des affidavits, en même temps que lui, à la douane, se plaindre de ce qu'on leur eût fait dire, dans les documents, beaucoup plus qu'ils n'avaient déclaré.

La famille du témoin habite encore West Feliciana, qu'il considère toujours comme sa résidence, bien qu'il travaille à St-Jacques.

Q.—Quels étaient les chefs républicains de la paroisse ?

R.—MM. D. A. Weber, Swayze et moi.

Q.—Les prêcheurs se joignirent-ils aux démocrates ?

R.—Beaucoup d'entre eux.

Q.—Leur co-opération contribua-t-elle à gagner le vote des électeurs de couleur ?

R.—En grande partie ; la question des écoles y contribua aussi. Les votants de couleur se plaignaient de l'emploi qu'on avait fait des sommes destinées à l'entretien des écoles publiques.

M. Cox—Pourquoi n'êtes-vous pas revenu à West-Féliciana à l'époque où vous n'aviez pas de travail à St Jacques ?

Le témoin—Je n'y tenais pas.

M. Armstead dit qu'il a été membre de la Législature durant quatre ans, juge de paix et membre du bureau des écoles.

M. Cox—Faites-vous partie du bureau des écoles de West-Féliciana lorsque les gens de couleur se plaignaient de l'emploi des fonds ?

Le témoin—Oui, monsieur.

(Hilarité.)

M. Cox—Navez-vous pas été forcé, en octobre 1875, de vous réfugier dans les cyprières ?

Le témoin—Non, monsieur, ni en octobre, ni jamais.

M. Cox—Ne l'avez-vous pas déclaré dans votre affidavit ?

Le témoin—Je ne l'ai pas dit à celui qui rédigeait les affidavits.

M. Cox—N'avez-vous pas dit au greffier que la présence d'une vingtaine d'hommes près du poll du 12ème ward était de nature à effrayer les électeurs de couleur ?

Le témoin—Non, monsieur.

M. Cox—Vous nous l'avez dit.

Le témoin—Je l'ai dit loi, mais je ne l'ai pas dit au greffier.

M. Cox—Avez-vous causé avec M. E. L. Weber au sujet de votre affidavit ?

Le témoin—Non, monsieur, j'ai vu M. Weber, dimanche dernier ; c'est la première fois que je le voyais depuis quatre mois.

M. Cox—Par qui avez-vous été sommé de comparaître devant le comité ?

Le témoin—Par M. St-Martin, de la paroisse Ascension.

M. Armstead a rencontré plusieurs messieurs à la Nouvelle-Orléans. M. Cox lui demande s'il ne peut pas les lui nommer ; il répond que non. Il ne s'est pas entretenu avec eux relativement à la déposition qu'il devait donner devant le comité.

M. Cox.—Comment, alors, êtes-vous venu à dire le contraire de ce que contient l'affidavit ?

Le témoin.—J'avais vu l'affidavit imprimé. Il se peut que j'en aie causé avec plusieurs personnes.

M. Cox.—Quelqu'un n'est-il engagé à vous donner une récompense ?

Le témoin.—Personne.

Le témoin travaille à St Jacques parce que les salaires y sont plus élevés et que les paiements s'y effectuent tous les mois. Il craignait, en 1877, des ennemis personnels qui demeurent à West Féliciana.

M. REYNOLDS EST RAPPELÉ.

M. D. A. Weber ne lui a jamais dit qu'il eût présenté une protestation mi les raisons pour lesquelles il en avait présenté que.

TÉMOIGNAGE DE M. ANDREW DUNCAN.

C'est un homme de couleur. Il demeure à St-Jacques depuis septembre 1877.

En 1876, il habitait West-Féliciana et appartenait au parti républicain, dont il fit membre dès qu'il eut le droit de suffrage.

A l'élection de 1876, il a voté, à St-Francisville, pour les républicains. De quatre à cinq cents électeurs de couleur s'étaient joints aux démocrates. Les démocrates avaient, avant l'élection, des assemblées et des processions aux flambeaux ; un grand nombre d'hommes de couleur y figuraient ; il n'y a pas vu de femmes et d'enfants de couleur. Il n'y assistait point parce qu'il était républicain.

La co-opération des gens de couleur porta le témoin à croire que les démocrates triompheraient à West Féliciana. Les républicains se plaignaient de la conduite des autorités républicaines de la paroisse et de l'Etat.

En novembre 1876, on amena M. Duncan à la Nlle-Orléans ; il fit un affidavit à la douane. Il ne sait ni lire ni écrire. Il signa le document sans l'avoir lu et sans qu'on le lui eût lu.

Q.—Dites-vous au greffier d'écrire ce qu'il voulait ?

R.—Non, monsieur. Je pensais qu'il écrirait ce que je lui dirais.

M. Stenger lit le papier au témoin, qui déclare n'avoir point parlé de bandes d'hommes armés parcourant la paroisse, le jour et la nuit, et forçant les républicains de se joindre aux clubs démocrates. Il n'avait pas vu d'hommes armés, depuis 1875. Il ne pouvait avoir déclaré que Gilbert Carter, homme de couleur, ou tout autre, avait été obligé, la corde au cou, de se faire inscrire sur la liste d'un club démocrate. Il n'aurait pas signé le document s'il avait su qu'on l'y faisait tenir un pareil langage.

Le témoin n'a pas entendu M. Charles Barrow s'écrier que les propriétaires chasseraient du chez eux tout homme de couleur qui voterait pour les républicains.

Les républicains, continue le témoin, avaient une majorité de mille voix avant 1876, mais il n'a pas dit que cet élection gratis eût passé de la vie en 1876, tirant en cette majorité. Je ne me rappelle pas qu'il y ait eu de désordres à cette époque-là. Les *bulldozers* n'ont menacé ni mes jours ni les jours de ceux qui sont venus déclarer à la Nouvelle-Orléans, n'élection n'avait pas été paisible et loyale à West-Féliciana.

M. Stenger.—Je vous demande encore si vous auriez signé l'affidavit tel que je vient de vous le lire ?

Le témoin.—Non, monsieur.

L'interrogeant aux questions de M. Cox, M. Duncan déclare que l'homme qui lui remit l'assignation lui dit que le but de l'affidavit était de maintenir les républicains au pouvoir.

M. E. L. Weber était un des chefs républicains et briguait le poste de sénateur. Plusieurs autres témoins de couleur viennent à la Nlle-Orléans, sur le même bateau que M. Duncan.

Le témoin a entendu parler, en 1875, de vols de graine de coton et de l'organisation comme sous le nom de *regulators*. Il a vu le colonel Powers à la tête de dix hommes à cheval et armés.

M. Cox.—Vous rappelez-vous ce que vous dites au greffier qui rédigea l'affidavit ?

Le témoin.—Je ne m'en souviens pas.

M. Cox serre M. Duncan de près, mais ne peut rien tirer de plus de lui.

M. Cox.—Vous avez signé l'affidavit, n'est-ce pas ?

Le témoin.—J'ai fait une marque, mais on ne m'a pas lu le papier.

M. Duncan ne se souvient pas d'avoir parlé au greffier des regulateurs de West Feliciana. Il entend par bulldozers ceux qui allaient, la nuit, frapper aux portes des maisons pour effrayer les gens.

—Répondant aux questions de M. Stenger, le témoin dit qu'il connaissait M. D. A. Weber, qui lui apprit, après l'élection, qu'il était le greffier du tribunal.

Q.—Avez-vous dit à celui qui rédigeait l'affidavit que M. Barrow avait menacé vos jours ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Avez-vous déclaré au greffier que des familles avaient été forcées de quitter la paroisse parce qu'elles avaient voté avec les républicains ?

R.—J'ai pu le déclarer, mais je ne le sais pas personnellement ; on me l'avait dit.

Q.—Si l'affidavit, tel qu'il est sous vos yeux, vous avait été soumis à l'époque où il fut rédigé, l'auriez-vous signé ?

R.—Non, monsieur. Je n'aurais pas pu dire qu'on avait menacé de me tuer.

M. Armstead ne sait pas si les chefs républicains détournent l'abstention des électeurs de couleur afin d'avoir un prétexte pour rejeter le vote de West Feliciana, mais il sait que les citoyens de couleur se joignaient aux démocrates et que les meneurs de la Nlle-Orléans voyaient le danger de perdre la paroisse.

Les observations du témoin s'appliquent à West Féliciana seulement.

Q.—Pour quels candidats avez-vous voté en 1876 ?

R.—Pour les candidats républicains.

Q.—Craignez-vous les conséquences de ce vote et de vos fonctions de commissaire d'élection ?

R.—Non, monsieur.

M. Armstead sait que les chefs républicains ont tenté d'engager M. D. A. Weber à présenter une protestation et que M. Weber s'y est refusé. Il tient ce renseignement de M. Weber lui-même.

Il a entendu beaucoup de ceux qui ont signé des affidavits, en même temps que lui, à la douane, se plaindre de ce qu'on leur eût fait dire, dans les documents, beaucoup plus qu'ils n'avaient déclaré.

La famille du témoin habite encore West Féliciana, qu'il considère toujours comme sa résidence, bien qu'il travaille à St-Jacques.

Q.—Quels étaient les chefs républicains de la paroisse ?

R.—MM. D. A. Weber, Swayze et moi.

Q.—Les prêcheurs se joignirent-ils aux démocrates ?

R.—Beaucoup d'entre eux.

Q.—Leur co-opération contribua-t-elle à gagner le vote des électeurs de couleur ?

R.—En grande partie ; la question des écoles y contribua aussi. Les votants de couleur se plaignaient de l'emploi qu'on avait fait des sommes destinées à l'entretien des écoles publiques.

M. Cox—Pourquoi n'êtes-vous pas revenu à West-Féliciana à l'époque où vous n'aviez pas de travail à St Jacques ?

Le témoin—Je n'y tenais pas.

M. Armstead dit qu'il a été membre de la Législature durant quatre ans, juge de paix et membre du bureau des écoles.

M. Cox—Faites-vous partie du bureau des écoles de West-Féliciana lorsque les gens de couleur se plaignaient de l'emploi des fonds ?

Le témoin—Oui, monsieur.

(Hilarité.)

M. Cox—Navez-vous pas été forcé, en octobre 1875, de vous réfugier dans les cyprières ?

Le témoin—Non, monsieur, ni en octobre, ni jamais.

M. Cox—Ne l'avez-vous pas déclaré dans votre affidavit ?

Le témoin—Je ne l'ai pas dit à celui qui rédigeait les affidavits.

M. Cox—N'avez-vous pas dit au greffier que la présence d'une vingtaine d'hommes près du poll du 12ème ward était de nature à effrayer les électeurs de couleur ?

Le témoin—Non, monsieur.

M. Cox—Vous nous l'avez dit.

Le témoin—Je l'ai dit loi, mais je ne l'ai pas dit au greffier.

M. Cox—Avez-vous causé avec M. E. L. Weber au sujet de votre affidavit ?

Le témoin—Non, monsieur, j'ai vu M. Weber, dimanche dernier ; c'est la première fois que je le voyais depuis quatre mois.

M. Cox—Par qui avez-vous été sommé de comparaître devant le comité ?

Le témoin—Par M. St-Martin, de la paroisse Ascension.

M. Armstead a rencontré plusieurs messieurs à la Nouvelle-Orléans. M. Cox lui demande s'il ne peut pas les lui nommer ; il répond que non. Il ne s'est pas entretenu avec eux relativement à la déposition qu'il devait donner devant le comité.

M. Cox.—Comment, alors, êtes-vous venu à dire le contraire de ce que contient l'affidavit ?

Le témoin.—J'avais vu l'affidavit imprimé. Il se peut que j'en aie causé avec plusieurs personnes.

M. Cox.—Quelqu'un n'est-il engagé à vous donner une récompense ?

Le témoin.—Personne.

Le témoin travaille à St Jacques parce que les salaires y sont plus élevés et que les paiements s'y effectuent tous les mois. Il craignait, en 1877, des ennemis personnels qui demeurent à West Féliciana.

M. REYNOLDS EST RAPPELÉ.

M. D. A. Weber ne lui a jamais dit qu'il eût présenté une protestation mi les raisons pour lesquelles il en avait présenté que.

TÉMOIGNAGE DE M. ANDREW DUNCAN.

C'est un homme de couleur. Il demeure à St-Jacques depuis septembre 1877.

En 1876, il habitait West-Féliciana et appartenait au parti républicain, dont il fit membre dès qu'il eut le droit de suffrage.

A l'élection de 1876, il a voté, à St-Francisville, pour les républicains. De quatre à cinq cents électeurs de couleur s'étaient joints aux démocrates. Les démocrates avaient, avant l'élection, des assemblées et des processions aux flambeaux ; un grand nombre d'hommes de couleur y figuraient ; il n'y a pas vu de femmes et d'enfants de couleur. Il n'y assistait point parce qu'il était républicain.

La co-opération des gens de couleur porta le témoin à croire que les démocrates triompheraient à West Féliciana. Les républicains se plaignaient de la conduite des autorités républicaines de la paroisse et de l'Etat.

En novembre 1876, on amena M. Duncan à la Nlle-Orléans ; il fit un affidavit à la douane. Il ne sait ni lire ni écrire. Il signa le document sans l'avoir lu et sans qu'on le lui eût lu.

Q.—Dites-vous au greffier d'écrire ce qu'il voulait ?

R.—Non, monsieur. Je pensais qu'il écrirait ce que je lui dirais.

M. Stenger lit le papier au témoin, qui déclare n'avoir point parlé de bandes d'hommes armés parcourant la paroisse, le jour et la nuit, et forçant les républicains de se joindre aux clubs démocrates. Il n'avait pas vu d'hommes armés, depuis 1875. Il ne pouvait avoir déclaré que Gilbert Carter, homme de couleur, ou tout autre, avait été obligé, la corde au cou, de se faire inscrire sur la liste d'un club démocrate. Il n'aurait pas signé le document s'il avait su qu'on l'y faisait tenir un pareil langage.

Le témoin n'a pas entendu M. Charles Barrow s'écrier que les propriétaires chasseraient du chez eux tout homme de couleur qui voterait pour